

**BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT**

ÉTAIENT PRÉSENTS : **M. JOSEPH ZAYED, coprésident**
Mme MELISSA SAGANASH, coprésidente
M. PIERRE RENAUD, commissaire

**ENQUÊTE ET AUDIENCE PUBLIQUE
SUR L'ÉTAT DES LIEUX
ET LA GESTION DES RÉSIDUS ULTIMES**

CONSULTATIONS AUTOCHTONES

VOLUME 5

Séance tenue le 16 septembre 2021 à 9 h
par visioconférence

TABLE DES MATIÈRES

SÉANCE DE L'AVANT-MIDI DU 16 SEPTEMBRE 2021

MOT DU COPRÉSIDENT, M. JOSEPH ZAYED	1
MOT DE LA COPRÉSIDENTE, Mme MELISSA SAGANASH	5

**PRESENTATION OF Mr. GUILLAUME BÉDARD
ASSISTANT DIRECTOR OF ENGINEERING SERVICES
FOR THE CREE NATION GOVERNMENT**

	6
--	---

PÉRIODE DE QUESTIONS

Mr. EDDIE MASTY, LANDS AND ENVIRONMENT ADMINISTRATOR, WHAPMAGOOSTUI.....	20
Mr. FREDDY BOSUM, DIRECTOR OF PUBLIC WORKS, OUJE-BOUGOUMOU	24
Mr. KENNETH TANOUSH, LOCAL ENVIRONMENTAL ADMINISTRATOR, NEMASKA	25
Mr. EDDIE MASTY, LANDS AND ENVIRONMENT ADMINISTRATOR, WHAPMAGOOSTUI.....	29
QUESTIONS DE LA COMMISSION	30
PIER-LUC JOBIN, DIRECTEUR ADJOINT SERVICE TECHNIQUE ET HYGIÈNE DU MILIEU, CHIBOUGAMAU	52
Ms. RHONDA OBLIN COOPER, WASWANIPU.....	54

SÉANCE AJOURNÉE AU 16 SEPTEMBRE 2021 À 13 H

SÉANCE DU 16 SEPTEMBRE 2021
SÉANCE DE L'AVANT-MIDI
MOT DU COPRÉSIDENT, M. JOSEPH ZAYED

5 **LE COPRÉSIDENT :**

Mesdames et Messieurs, bonjour. Mon nom est Joseph Zayed. We will have to wait a few minutes because we have a delay, a technical delay.

10 Alors, Mesdames, Messieurs, à mon tour de vous souhaiter la bienvenue. En fait, j'étais, j'avais compris que je passais après Mélissa. Donc, à mon tour de vous souhaiter la bienvenue à cette séance de consultation publique sur *L'État des lieux et la gestion des résidus ultimes*, un problème qui vous concerne particulièrement.

15 Je tiens à souligner qu'il me fait grand plaisir de la coprésider avec madame Melissa Saganash. Compte tenu du contexte actuel entourant la COVID-19 et les mesures particulières qui s'appliquent, le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques nous a demandé d'adapter nos pratiques afin de tenir nos processus d'information et de consultation publique en tout respect des consignes émises par la Santé publique.

20 Je m'excuse si je parle un peu plus lentement, c'est pour favoriser la traduction simultanée. C'est pourquoi, d'un commun accord avec le CCEBJ, nous tenons les séances sur le web. Il faut noter qu'il y a un léger décalage entre ce qui se déroule en direct ici et ce qui est retransmis sur Internet, ce qui est tout à fait normal.

25 Permettez-moi maintenant de me présenter. Mon nom est Joseph Zayed et je préside cette commission d'enquête. Je suis accompagné de mon collègue commissaire, qui s'est présenté tout à l'heure à trois reprises à des fins de tests, monsieur Pierre Renaud.

30 Quelques mots maintenant sur le mandat du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, communément appelé BAPE.

35 Le BAPE a reçu du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, monsieur Benoit Charrette, un mandat d'une durée d'environ 10 mois et qui a débuté le 8 mars dernier.

En vertu de ce mandat, le BAPE doit dresser le portrait actuel de l'élimination des matières résiduelles ainsi que le portrait de la capacité d'élimination anticipée pour les 20 prochaines années.

40 De plus, afin d'éclairer la prise de décision gouvernementale visant à combler les écarts entre la capacité d'élimination anticipée et les besoins, le ministre demande au BAPE, de façon explicite :

45 De réaliser une cartographie des parties prenantes, intégrant les rôles et les préoccupations des différents intervenants par rapport à la gestion des résidus ultimes;

Il demande également d'analyser les méthodes d'élimination ou de traitement existantes, ainsi que les technologies et mécanismes innovants, notamment ceux utilisés ailleurs dans le monde et dont le Québec pourrait s'inspirer pour récupérer des sources d'énergie ou, encore, des matières, tout en favorisant les principes de l'économie circulaire et, surtout, la réduction des émissions de gaz à effet de serre;

Ensuite, il demande également d'évaluer les mesures, les solutions, les exigences visant à assurer une meilleure gestion des résidus ultimes, en tenant compte des contextes régionaux;

55 Et, enfin, il demande de déterminer les conditions favorables à l'acceptabilité sociale des différentes options analysées, en s'appuyant sur les meilleures pratiques.

La commission d'enquête a adopté une stratégie de consultation en cinq volets pour accomplir son mandat.

60 La première étape ou le premier volet consiste à tenir une audience publique, tel que prévu dans les règles de procédure du BAPE, et celle-ci a déjà été réalisée et complétée.

65 2. Une enquête auprès des gestionnaires de lieux d'élimination par le biais d'un questionnaire. Ce volet-là également a été complété. La commission a développé un questionnaire qu'elle a adressé à tous les gestionnaires de lieux d'élimination et le taux de réponse frise les 100 %.

70 3. Des ateliers d'échange et de réflexion sur les enjeux touchant la gestion des matières résiduelles. Ceci a également été tenu et complété avec la participation d'environ 250 personnes qui proviennent de différents milieux, dont les municipalités et les MRC.

4. Une enquête citoyenne menée auprès d'un échantillon représentatif de la population québécoise. Ceci a également été réalisé auprès de 1 000 personnes considérées représentatives de la population québécoise.

75 5. Et, finalement, des consultations additionnelles et spécifiques auprès des nations et des communautés autochtones, et cette consultation complète tous les travaux à cet effet puisque la Nation naskapie et la Nation inuite ont déjà été consultées.

80 La présente séance s'inscrit donc dans ce dernier volet de la stratégie de consultation. Ce faisant, nous souhaitons vous permettre, à vous, de poser des questions, de clarifier certains aspects, de présenter vos préoccupations, d'exprimer votre opinion, d'émettre des commentaires, et de faire des suggestions ou de proposer des modifications sur la gestion des résidus dans votre milieu et ailleurs, d'ailleurs.

85 Nous vous demandons cependant de préciser, à chaque fois que vous prendrez la parole, votre nom, puisque c'est nécessaire pour fins de sténotypie.

90 Pour répondre à vos questions et pour clarifier certains aspects, nous avons invité des porte-paroles des ministères de l'Environnement et de la Santé, ainsi que de Recyc-Québec. Je leur demanderais de bien vouloir se présenter. Tout d'abord, du ministère de l'Environnement.

M. MICHEL BOURRET :

95 Oui, bonjour, Monsieur le Président. Michel Bourret du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

LE COPRÉSIDENT :

100 Merci, Monsieur Bourret. Pourriez-vous, la prochaine fois, parler un peu plus fort, s'il vous plaît?

M. MICHEL BOURRET :

D'accord.

105 **LE COPRÉSIDENT :**

Du ministère de la Santé et des Services sociaux?

110 **M. PAUL MEILLON :**

Oui, bonjour! Paul Meillon, du Conseil cri de la santé.

LE COPRÉSIDENT :

115 Bonjour, Monsieur. Et, finalement, de Recyc-Québec?

M. FRANCIS VERMETTE :

120 Bonjour, Monsieur le Président. Francis Vermette, directeur aux opérations chez Recyc-Québec.

LE COPRÉSIDENT :

125 Merci, Monsieur Vermette.

Donc, la journée s'amorcera avec deux présentations : une du Gouvernement de la Nation Crie et une seconde du Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James, et j'invite maintenant madame Saganash à faire sa présentation et présenter ensuite les conférenciers.

130 Madame Saganash, à vous la parole.

MOT DE LA COPRÉSIDENTE

Mme MELISSA SAGANASH

135

Merci, Monsieur Zayed. Bonjour, Monsieur Renaud. Wachiya! Kuei! Bonjour! Good morning! Melissa Saganash.

140

So, as co-chair of today's BAPE hearing on the *Status and Management of Final Waste* in Eeyou Istchee, I would to welcome you all and thank you for your participation.

145

Mr. Joseph Zayed, who has just introduced himself, and myself are pleased to be collaborating again in this fundamental exercise of our rights in Eeyou Istchee.

150

The right to the consultation, over and above that provided for in the procedures involving the general public through consultation, are representative mechanisms as provided for in Section 22.2. 2c) of the James Bay and Northern Quebec Agreement is an essential provision that supports our capacity to defend our rights and interests in the Territory.

155

As you may recall, a similar exercise was held back in 2014 when a BAPE enquiry was called on the uranium industry in Quebec, in which presentations, concerns, observations and questions were raised for the Commission from both the Cree communities and the Jamesian municipalities.

It is your participation and input that shape the final report of these enquiries that in turn feed into the minister's reflection on the subject, but finally either become a policy, regulation, or law.

160

Just as important as the BAPE on uranium in 2014, today's exchanges on the status and management of final waste within the Territory is critical and will outline challenges that will need to be addressed for northern or rural communities such as ours which reality is very different from that of southern regions.

165

Identifying these challenges and supplying potential solutions adapted to these realities will be viable if we are to evaluate and fill the gaps needed to address this issue at the core.

What solutions are desirable? Which ones are essential? Asking questions and raising concerns on what you will hear today is encouraged as we have experts, as Mr. Zayed mentioned,

170 and representatives from Recyc-Québec, the Cree Health Board, Ministry of Environment and Fight
Against Climate Changes, the Cree Nation Government, the Eeyou Istchee James Bay Regional
Government, the JB's and as well as local representation from both Cree and Jamesian
communities and municipalities who are all here with us today.

175 These people may assist with providing clarity or potential pass to move us forward into more
sustainable practices.

180 Looking ahead towards the future where population and activities will see growth, so will our
need to seriously consider the precious these will have on existent infrastructure, on climate
changes, on greenhouse gas emissions, local labour, and economy in the region and, of course,
the effect on land users and preservation of traditional pursuits as protected by Section 24 of the
JBNQA.

185 And so, with this in mind, we would like to begin today's hearing with the Cree Nation
Government who will be presenting its report on the Status and Management of Final Waste in
Eeyou Istchee.

190 Mr. Guillaume Bédard and Cameron McLean now have the floor. Migwetch! And I wish
everybody a good presentation and a good day.

195 **PRESENTATION OF Mr. GUILLAUME BÉDARD**
ASSISTANT DIRECTOR OF ENGINEERING SERVICES
FOR THE CREE NATION GOVERNMENT

195 **Mr. GUILLAUME BÉDARD:**

200 I thank you, Melissa. Wachiya! Good morning! My name is Guillaume Bédard, I am the
assistant director of Engineering Services for the Cree Nation Government. I will be presenting this
presentation with the assistance of my colleague, Cameron McLean, manager of Environment for
the remedial – Environmental and Remedial Works Department.

So, I will be sharing my screen, and hopefully this will work on the first try. So, let me know if it's working – do you see the presentation? Yes, perfect. So, we'll start.

205 So, Waste Management in Eeyou Istchee Hearing on the Status and Management of the Final Waste, a presentation prepared for le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, and the Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James, in September.

210 So, in our presentation, we are going to be covering six different main topics. The first one: Waste Management Portrait of Eeyou Istchee. I am going to talk a bit about the legal framework and the environmental and social protection regime actors;

215 The roles and responsibilities of the different actors; and then, a quick overview of the infrastructure type that we have on the Territory.

Second point: The Waste Generation, which is a main point.

3. Upcoming Projects

220 4. Strategy and Action plan

5. Challenges – Challenges to the Territory, distances, services from stewardship organizations, and synergy between various funding programs.

225 6. Recommendations for improved long-term management. A recommendation that we would like to make for the decision makers.

230 So, we will go ahead and start with the first topic: The Legal Framework and Environmental and Social Protection Regime Actors.

235 So, I quickly added a map this morning to the presentation just to give – some people might be well aware of where are located the Eeyou communities, but some people may not be, so there is a map showing the location on those communities in the James Bay Territories. I think that we don't have on the map the road, so the Billy Diamond Highway is not shown there, but so what we see are high distances between the communities and between the southern regions.

So, on this slide as well, we have on the left, we have three entities with legislative powers: so, we have the Cree Nation Government; the local governments, which are the Cree First Nations, so the nine communities; and then the Gouvernement du Québec.

240 So, all the territory, the regulation respecting the landfilling and incineration of residual materials, the REIMR, applies, so the same as on the Quebec Territory. But also, we have the local government, so the Cree communities. They can adopt their own law related to the land and the natural resources, which include the waste management. So, the communities are able to reshape the laws inside their territory to be as strict or even more strict than the regulation of Quebec.

245 And then, we also have the Cree Nation Government that has the power to make laws on Category I and Category II lands, that can apply on environment and essential sanitation and waste management as well.

250 So, those are the legislative entities which can differ from the rest of the province.

255 On the right, we also have something that is only applicable in the Eeyou Istchee Territory. So, we have Advisory Committee, we have the James Bay Advisory Committee on the Environment – the JBACE –, the Provincial Review Committee – the COMEX –, and the Evaluating Committee – COMEV.

260 So, the first one, the James Bay Advisory Committee on the Environment is a privileged forum that was established by the James Bay and Northern Quebec Agreement to oversee its internal protection regime.

265 So, it's a link between the region and the Government of Quebec. It helps to review the future legislation change to be sure that it is applied to the North, and it is also a way for the communities to express their concerns, and then to the Quebec.

265 And then, we have the Evaluating Committee, the COMEV. So, the COMEV assesses the preliminary information when a proponent has a project that touches to infrastructure or environment. The COMEV assesses the project and then recommends if reviews are needed for those projects.

270 And then, we have the Provincial Review Committee, the COMEX, which reviews the
proponent's environmental and social impact statements, and then issue authorization or
recommendation for the project.

275 And we will go to the Role and Responsibilities. We will start with the Cree Nation
Government. So, the Cree Nation Government has a few responsibilities and roles regarding the
waste management.

280 The first one is to manage the funding programs for the construction and the operation of
essential sanitation infrastructure. So, the Cree Nation Government provides funding for the
construction of solid waste sites, eco-centres, and also the operation of those infrastructures to the
nine Cree communities.

285 We also provide the technical assistance to those local governments in their waste
management projects. So, we have dedicated staff to assist each community if they need assistance
and if they need a new infrastructure and they need assistance to develop the project, or even to
operate the infrastructure, we are there to assist.

290 3. We also carry out regional studies and actions to support local government and awareness
initiatives. So, recently, we just undertook a study to have a good understand of the waste
management issues and challenges. So, this is one of the examples.

295 4. We also review and do follow-ups on waste management projects under the Environmental
and Social Impact Assessment Procedure. So, we have staff at the Cree Nation Government who
are participating in the review of some of those projects.

Next slide, we are going to have the Local Governments Roles and Responsibilities. So, those
are the roles of our nine communities.

300 So first, they are responsible of the collection of the recyclable and the solid waste, so they
are the ones doing the actual work and collecting all those materials.

They are also responsible for the operation of the waste management facilities. So, every
facility is built to manage those "matières", and the communities are operating them.

305 They also organize the transport for certain waste categories: metal, hazardous waste, recyclable waste. So, they are planning and organizing the logistics.

310 4. They are also doing the project management for the new infrastructures. So, the Cree Nation Government provides the funding, but then each local community does the management for the new project, so the calls for tenders, the feasibility studies, the plans, the construction, the monitoring, and the follow-up.

And they also prepare and distribute awareness measures to the members to have a good operation of those facilities.

315 Then, the Infrastructure Type. So, a quick summary of the different types of infrastructures we have on the Territory.

So, we have eight trench landfills; we have one northern landfill that is on the northern village of Kuujjuarapik, and that deserves Kuujjuarapik and Whapmagoostui First Nations.

320 We have three eco-centres that are currently built; we have three recycling buildings, and we have one organic treatment facility.

325 1. The Landfill. So, there is a table summarizing the different types of landfills that we have into the Territory. So, you can see in Mistissini, there is a new landfill that still has a capacity of about 20 years. It's a trench landfill.

330 Nemaska, there is a trench landfill, and the capacity is nearly reached. So, the community is working on a future site, currently in the conception and design phase.

335 Wemindji, they have a trench landfill, but the capacity is nearly reached or completely reached. Wemindji had an incinerator a few years ago, but they had a major issue with the incinerator which resulted in a breakdown and a total loss in 2019, so the community is actively looking to start building a new trench site as soon as possible.

Eastmain, a trench landfill with a capacity that is nearly reached. The community is looking for ways to extend the lifespan at the existing site.

Chisasibi, we have the same issue, so it's a trench landfill with a nearly reached capacity.

340 Waskaganish is the same thing as well, so a trench landfill with a nearly reached capacity.

Oujé-Bougoumou, they have a trench landfill, and they are currently building an extension to the landfill to extend its life.

345 And in Whapmagoostui, Kuujjuarapik, so the Kuujjuarapik site, the capacity is reached, and we are planning the construction of a new site that should begin next year in Whapmagoostui for those two communities.

350 Waswanipi, there is a new landfill site, a trench site, that is constructed, but has not been used yet. So, it should start to be used probably this year or the next season, with a capacity of about 25 years.

355 A few issues with the landfill. So, as you saw on the previous table, most landfills are at the end of their lifespan. So now, the communities are looking for ways or new areas to expand or to create a new – to open a new site.

360 The suitable locations are limited on Category I land. So, often, the communities have no choice but to go further on Category II lands or even on Category III lands which create its own problems, own challenges.

Our current funding programs relate to the essential and sanitation services in the Cree communities only. So, in theory, we should be only funding infrastructures that are within the Category I land. So, this can be problematic.

365 There is a large proportion of the waste production – about 40% – that is attributed to the construction waste, so construction, demolition, renovation. So, this is a high volume and a really big challenge for the communities.

370 There is no proper infrastructure for the waste accumulation and segregation. So, when the construction arrives or things like that, you know, there is nowhere to – there is no dedicated site to try to separate and manage well those wastes.

375 There is a high cost of transportation. Since we are far away, the distances are really high, so there is an accumulation of waste: so tires, metals, hazardous waste, instead of being shipped regularly, are accumulated until there is enough or until there is a special campaign to get rid of them. So, there is an accumulation of waste which can be a big challenge.

380 Cover material is scarce and hard to find. So, in some communities, covering the waste every week, every day can be a challenge. The communities, with all the construction that there has been, borrow pits, some are completely emptied and then communities have to travel further and further to find borrow pits. So, it is becoming a bit harder for some communities to find covering materials for their site.

385 And currently, there is no tipping fees for the construction waste and the business waste, so it's a bit of a free-for-all for the contractors, and there is no revenue for the communities to manage the site.

390 2. Another type of infrastructure, so we have eco-centres. So, the Cree Nation Government supports the funding of eco-centres, so we have a template for the communities, fenced and gated area, unloading docks, space for aggregates, bins for garbage, roll-off containers. So, it is a basic eco-centre that you see somewhere else in the province.

395 So, right now, there are three that are constructed and in operation; so, in Mistissini, Nemaska and Wemindji. The other communities, they are either working on the site selection or on the design. The goal is to have all the eco-centres built within 2028, which should be reachable.

400 With the eco-centre, we have a few issues. So, extended producer responsibility services are not adapted to the northern communities. Let's say for the tires, you know, it's a program that is only offered below the 55th parallel. So, Chisasibi and Wemindji have a special agreement. There is a large accumulation of tires because the frequency of the service is not high enough, so the tires are not necessarily well stored or conditioned, and when the pick-up arrives, sometimes a lot of tires cannot be shipped back.

405 The volume estimation is wrong; so often, there is a lot more tires in the communities than what is planned. So, if a transport comes, sometimes there is not enough room to take all the tires, so they take some and then leave, but without resolving the problem.

There's also a tire classification, so there is a lack of training for the staff, so there is some classification or some types of material that are not able to be brought back.

410 There is a large accumulation of waste – tires, metals, hazardous waste – due to the lack of the frequency of the service.

The infrastructure is not adapted for the large accumulations. So, since the frequency is not high enough, we have a bit of a problem storing the materials.

415 There is a lack of training for the waste conditioning and the storage for the staff.

There is no dedicated sorting centre to process the remaining waste.

420 There are long distances to a sorting centre, which makes the cost high, the operation cost really high to ship the materials.

Recycling Building and Organic Treatment Facilities. For those types of facilities are not currently covered by our funding programs, but there are still some communities that went ahead, were able to find funding from other sources and launch their own pilot project, let's say.

425 So, we have three recycling buildings in Mistissini, Wemindji and Chisasibi. So, it's a building design for preliminary sorting and the baling of the cardboard, and some cans, aluminum cans, and plastic bottles. The storage capacity is limited into those buildings, so the communities have a challenge there.

430 The collection of the recyclable is normally done manually, often with a pick-up truck. So, it's not a mechanical collection with a dedicated truck. So, it takes a bit longer time to do.

The buildings are not adapted for a standard compactor truck.

435 And then, the shipment of the material is made by closed roll-off containers to private transfer stations.

440 And there is also one organic treatment facilities in Mistissini. So, the facility has been recently built and I think they just began the operation as a pilot project, and we are closely – we will be following that how they succeed into this project.

445 So, we move to our item 2, so the Annual Waste Production. So, the estimated annual waste production for 2021 is about 15,000 tons in Eeyou Istchee, only about 17% of which is currently recovered, leaving over 12,000 tons landfilled.

450 I just want to highlight the estimation, because we are working with estimation; we don't have precise data from each community. We don't have the precise volume of the waste that is landfilled and collected. So, we have to work with a provincial average that was adapted to the reality, and some data that was available for the recycling in Mistissini and also characterization results on other northern communities.

455 So, the numbers are estimations, so we will need to do further analysis to have a more precise value, but it still gives you a good idea of the current landfilling rate. You know, if we include the residential and the construction, we have, we estimate 660 kilograms per person per year of waste that is landfilled, and the Quebec objective for 2023 is at 525. And we also see that the construction part represents about 40% of the total waste and the residential one, 60%. So, the construction part represents a really high volume.

460 So, we have a more detailed analysis of the residential waste production and recovery. So, there is a lot of information there, I will not go through all of it. What we can see is that on the – every year, on the residential waste that is eliminated, so that is not recovered, there is about 7,000 tons. In this 7,000 tons, there is about 70% of it which has a low recovery potential, and some remaining categories that are high potential organics, high potential recyclable and high potential textiles. So, those are materials that we could recover and divert from the landfill.

470 If we would recover those materials, we would bring our recovery rate to about 44%, so which is still well below the provincial objective of 70%. However, again, this data is not that precise. We don't have a characterization study of the waste, which is something that we will need to do, but it still some good estimation.

475 On the second slide, so the Construction Waste Production and Recovery. So, we have the same kind of information for the construction waste. So, we see that what is recovered currently mostly is the aggregates and some of the metal. There is a bit of wood that is recovered for sure, but that's probably too low to put a recovery percentage.

480 So, we see that there is about 5,000 tons that is eliminated every year, and in that, there is more recovery potential, so the wood, the metal, the cardboard, and the aggregates. Those are most likely easily recoverable, and this would bring our recovering rate to about 50% for the construction with, again, a provincial objective of 70%. So, we're still below the provincial objective.

485 The Annual Waste Production Issues. So, the low recovery rate is reflected in a high amount of waste to be collected and buried locally. So, since we are not diverting much of the waste, we need more space. There is in our landfill, which we see right now, but this is a problem because most of the landfill, they reached their capacity.

490 Also, a large volume of construction waste that is produced and it's also produced in a short period of time. So, during the construction season that is quite short up north, so there is a really high volume generated brought to the site. So, it makes it hard for the staff, for the communities to try to segregate it or to manage it.

495 And we also have a lack of reliable field data on the waste production and elimination, and we have no compiled data and no recent characterization studies, so it makes it a bit hard for us to analyze where to put the priorities and the energy. So, we have to work with some average.

So, number 3 – Upcoming Projects. As you saw previously, we have some new trench landfill projects that are in preparation by six communities, with some varied levels of progress.

500 A northern landfill that is in preparation in Whapmagoostui, so that's a type of landfill that we can – we have to burn once a week by the regulation, which is something that both communities, Whapmagoostui and Kuujjuarapik would like not to burn because they are, you know, they are concerned about the health issues related to the burning, but at the same time, they know that they can have a really hard time with the volume generation if there is no burning, so they have this option there, but the goal is to not burn the waste as much as possible.

505

Eco-centres, so we have some in preparation in, I would say, six communities. So, site selection, concept design and engineering. An organic waste processing facility, so we have one that is built in Mistissini but there were also prefeasibility studies for similar projects in Nemaska and Chisasibi. So, we might see some other projects soon.

510

Strategy and Action Plan. So, in 2021, the Cree Nation Government mandated Chamard Environment Strategy, that now became Stratzer, to do a regional waste management study to establish the foundation of a preliminary action plan for the waste management in Eeyou Istchee.

515

We wanted to have a global picture of where were the communities at, and to compare with the provincial objective and try to identify what would be the action plan to reach those objectives, what we would have to do, the type of infrastructure that would need to be built, so there is an action plan that came out of this analysis, and some of the points are highlighted.

520

Number 1 was to improve a regional coordination with all waste management actors, so local and other. So right now, the communities are a bit working all by themselves and we would really benefit to have a regional coordination, a regional view to try to put our energy together to either share infrastructures, share the services, or organize the services better. So, this was one of the main points of the report.

525

So, provide adapted training and technical support to the local staff. So, recently, you know, the Cree Nation Government provided the funding for the eco-centres, but now, we have to provide technical support for the staff who are operating those infrastructures. So, this is really needed.

530

Improve the waste data collection. So, as I mentioned, characterization study, waste registry tools and protocol; scale at the land site, scales on the truck, things like that.

535

We also need to coordinate and adapt extended producer's responsibility services. So, with a regional coordination, we could adapt those services, and put some pressure and make sure that they are adapted to the communities.

Recommend the implementation of a tipping fees template. So, this was asked by the communities a few times, but I think now we need to really develop a template so that the

540 communities can have a template to charge the contractors or businesses that bring their waste to the site.

And then, development of regional services for the optimization of bulky waste outputs. So, this is a bit like I talk with the extended producer's responsibility, try to put our energy together.

545 And secure funding from government sources for waste management facilities, operation and training purposes to comply with provincial objectives and guidelines. So, if we need to recycle 70% of our waste, you know, we're going to need to build infrastructures, we're going to need to operate those infrastructures, so we're going to need to secure the funding to reach those objectives.

550 5. Specific Challenges – so, challenges for the northern context. You know, distances to the market and between the communities are high. So, this creates a transportation cost that is greater than the recovery cost and the market value. Well, this is not a surprise, it costs more to transport the metal, the cardboard, the plastic than what we can recover from it.

555 So, there are increase operation expenses for the waste recovery, so it's really high costs for the communities.

There are two private suppliers for the waste recovery, so there is a lack of competition and there is a higher price.

560 There is a lack of power supply to waste management facilities. Right now, this has not been really an issue, but on most landfill sites, there is no power, so there is not electricity to the sites, but if in the future we would be building either a transfer station or recycling facilities, you know, near to those landfill sites, we will need to have electricity and power there, and depending on where they are located, this can be really costly. So, this could be a problem.

565 There is a high cost per capita for each infrastructure. So, even if we have small communities, we still need to build the same infrastructure as for a big town. So, the fixed costs are really high. So, this is important.

570 Cover material is scarce and hard to find, as I previously mentioned.

575 And challenging coordination caused by overlapping jurisdictions. So, we have Categories I, II and III land; we have sites in Category I, sites in Category II, sites in Category III, and there are different jurisdictions, so it can be a bit challenging for the coordination.

580 Specific Challenges – Services from stewardship organizations. So, I already touched a bit on that, but the EPR services are not necessarily adapted to the northern communities needs and reality.

The service frequency is insufficient, so there is not enough frequency.

585 Several hazardous materials are not covered by the EPR, and, you know, the EPR should be providing a deposit site into the communities, which is something that I think has never been done, or if there is a deposit site, it has always been paid by the communities or by the Cree Nation Government.

590 So, adapted training for the operators on the waste conditioning and storage is not really done by the EPR.

595 Adapted training for local management on what services are already available, this is also lacking. So, some communities might have access to services that they don't know, you know, they could, by just asking, they could get a service for free, but they are not aware of it, and so, they go ahead and do it by themselves, and they pay.

And there is a large accumulation of waste and because of that, it can cause an environmental risk.

600 So Specific Challenges – It's a synergy between various funding programs and opportunities.

605 So, the implementation of our current funding programs right now at the Cree Nation Government level, you know, we can cover the landfill and eco-centres, but we are still not able to provide funding for the recyclable facilities or transfer station, or composting facilities. So, this is something a bit problematic.

610 We still don't know, unknown details for the *Modernisation des Systèmes québécois de consigne et de collecte sélective*. So, this is in the work, but we still don't know the details, what makes it a bit hard to plan how this is going to be done in the community, you know, on the operational and capital cost, you know, how we're going to need to build infrastructures, what will be the cost of that and everything.

615 And then, funding opportunities for historical accumulation. So, there are some communities where there is a large volume of waste that is accumulated, which to get rid of that, you know, it's a big of a special capital project in itself, so we will need to find funding opportunities to take care of that.

And then, to conclude, so our recommendations for the improved long-term management of the waste. So, I think the first one is really important, you know:

620 Implementation of source reduction strategies at a provincial level. Now, we're talking about no dealing with the waste when it gets into the communities, but I think it's really important to put all the pressure in order to find ways to reduce, first, the amount of waste that gets into the community, so to reduce at the source. Less packaging, less materials that are not able to be recovered, so that it gets easier for the communities because we can try to adapt our facilities, but it will always be more expensive to take care of the waste up north. So, the less waste we have, the easier it will be.

630 2. Improve and adapt the EPR approach to the northern communities, and this is really important that there is a specific energy being applied to the northern communities to understand the needs, adapt the needs, adapt the services so that we can tackle all those materials that can be recovered.

635 3. Facilitate the access to power supply to waste to the waste facilities. So, if we have facilities that are far from the grid or far from a distribution line to be able to find a way to facilitate the access to the power supply.

4. Dedicate a centralized information source for the northern communities – funding program, legislation, awareness information. Right now, there is – it's a bit all over the place. You know, we have some information from some services, from Recyc-Québec, from Eco-Entreprises Québec, so it's a bit confusing for some communities, and even for us, at the Cree Nation Government.

640 So, to have one dedicated central localization where we could write to, call to, and they could
take care of the service would be a big help for the communities and for the Cree Nation
Government.

645 And, also, provide all pertinent information and the training material in English. There are lots
of documentation, lots of training, lots of information for the communities that are not translated,
which is a requirement for some communities. So, this would really help and, again, it shows that
some services need to be adapted to the reality of the communities.

650 This would complete my presentation. Thank you.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Mr. EDDIE MASTY

655

LE COPRÉSIDENT :

Melissa, est-ce que vous souhaiteriez que nous intervenions?

660

LA COPRÉSIDENTE :

Oui, certainement. Est-ce que vous voulez commencer, Monsieur Zayed, ensuite on pourra
ouvrir les questions au public et aux participants?

665

LE COPRÉSIDENT :

À moins que vous ne souhaitiez que les questions soient d'abord ouvertes au public, c'est
comme vous le désirez.

670

LA COPRÉSIDENTE :

Oui, on peut ouvrir aux participants et au public.

So, if participants in the public would like to ask questions or comment, feedback, the floor is yours.

675

Mr. EDDIE MASTY:

Melissa?

680

LA COPRÉSIDENTE :

Yes, sir.

685

Mr. EDDIE MASTY:

I have a few questions. I'm sorry, I missed the introduction part earlier this morning, we had a Hydro power outage twice this morning.

690

LA COPRÉSIDENTE :

Yes, we heard that you're having a challenging Thursday.

695

Mr. EDDIE MASTY:

Yes, so it took quite some time for the starter to restart, I mean the server to restart. I have questions here from our Director General. First of all, my name is Eddie Masty, I am the Land and Environment Administrator for Whapmagoostui, for the past, at least, five years now. And I am sorry I am late.

700

My Director General asked if there is a recycling program in the Nunavik, that's the first one; and the other question was: What will Whapmagoostui be facing since we do not have the access road? So, for now, these are the two questions.

LA COPRÉSIDENTE :

705

O.K. Peut-être qu'on pourrait commencer avec Recyc-Québec qui pourrait peut-être nous indiquer s'il y a des programmes de recyclage au Nunavik qui existent. Est-ce que Recyc-Québec serait peut-être le...

710

So, we have somebody from Recyc-Québec, Mr. Masty, that could probably respond to your question about recycling programs in Nunavik.

M. FRANCIS VERMETTE :

715

Oui, Francis Vermette, Recyc-Québec. En réponse à la question, les programmes de récupération qui existent au Nunavik sont très semblables à ceux qu'on va trouver dans l'ensemble du territoire, incluant le territoire de la Nation crie. C'est-à-dire, il n'y a pas, au Nunavik, il n'y a pas de programme ou de collecte sélective, qu'on va appeler le bac bleu ou blue bin, il n'y en a pas dans les différentes communautés.

720

Par contre, il y a des collectes au niveau des programmes de REP. On parle des huiles, des peintures, et puis aussi au niveau des pneus, de façon assez générale, là. Je vous résume assez de façon générale ce qu'il y a, mais il n'y a pas de collecte sélective actuellement au Nunavik.

725

Par contre, il y a des discussions en lien avec la modernisation de la collecte sélective qui, elle, doit couvrir l'ensemble du territoire québécois. Il y a déjà des discussions à savoir, cette modernisation-là, ce qu'il en est, puis je présume qu'éventuellement j'aurai une question à ce sujet-là aujourd'hui.

730

Sur quels sont les grands points liés à la modernisation, je pourrai peut-être aller plus dans le détail, à savoir qu'est-ce qui est prévu au niveau des territoires et tout le reste.

LA COPRÉSIDENTE :

735

Merci, Monsieur Vermette. Mr. Masty, were you able to get the translation? Okay. Just for your information, pour votre information, below your screen, there is an interpretation button in your tool bar below your screen, and you can select English and French. But, Mr. Masty, since you were not

740 aware of the magic interpretation button at the bottom of your screen, I will quickly go over what Mr. Vermette responded to your question concerning the recycling programs in Nunavik.

745 What is found in Nunavik is very similar to what is found in our territory. There is no select, there is no collection, like with blue bins that you might see elsewhere in the South or in other regions. They do have an EPR program for paints and tires, but it's not as extensive as it could be, but he is mentioning that there is going to be a modernization of their service, of their program, and in here, this is what they're going to have to explain or come up with what they have been working on, and what the modernization will include and how it will be adapted to northern territories and regions.

750 So that's, in a nutshell, what Mr. Vermette responded.

And for your second question – perhaps Guillaume or Cameron – the situation that Whapmagoostui is in that has no access road – is that it, Mr. Masty? And how is this going to impact the future development or modernization of landfill and waste management for the community.

755 **Mr. GUILLAUME BÉDARD:**

760 I can start a bit, Eddie. You know, we are currently designing your new solid-waste site, and you know already the current site that there is in Kuujjuarapik called the Canadian Tire, you know, which has accumulation over the last 60-70 years of waste that is there, that we will need to move back south eventually. We want to avoid that at the new site. So, currently, what we plan et that the new solid-waste site will have an area to accumulate waste for about five to seven years, but that every five years, there would be a specific campaign, let's say, to ship back south the metals or the accumulation, the appliances, cars, snowmobiles, ATV, things like that.

765 So, it's – but you know, those special operations, you know, we still have to find a way to fund it, but this is how we plan it for what we can store on site that is not dangerous for the environment, but all the hazardous wastes that you will collect at your eco-centres or things like that, operation costs will be higher. So, they will need to be shipped by sealift every year or every two years.

770 So, those are higher operation costs that, you know, we will need to – they will need to be covered because you will still need to ship them, so you will most likely have a special operation budget for that.

Mr. EDDIE MASTY:

775 Listen, I have another question. I could not pick up everything right away, but I heard that our landfill site will – the construction will commence next year, 2022. Is that correct?

LA COPRÉSIDENTE :

780 Guillaume?

Mr. GUILLAUME BÉDARD:

785 Yes, that's the goal for the – we will start with the access road, so this will start next year with work with Kuujjuarapik.

790 **Mr. FREDDY BOSUM**

LA COPRÉSIDENTE :

795 Merci, Monsieur Bédard, Monsieur Masty, thank you. Est-ce qu'il y a d'autres questions? Questions?

Mr. FREDDY BOSUM :

800 Good Morning! I am Carrie. No, actually, I am Freddy. A question: A couple of years ago, we had a waste management conference. They presented a lot of very good options as far as waste management; there was compactors, there was grinders, there was pounders, there were all kinds of stuff that would help you reduce and compact your waste. There is no other workshop like that or conference that is coming up any time soon?

LA COPRÉSIDENTE :

805

I am assuming Mr. McLean or Mr. Bédard might have some information about any upcoming conferences, virtual?

Mr. CAMERON McLEAN:

810

I believe the one you're talking about – it's Cameron McLean from the Cree Nation Government – I believe, Freddy, that it was the AMERICANA Conference that you attended with me in Montreal. It's a by-annual meeting. I am not sure if it will happen again this year, but it's a very good place for networking on waste management and usually, they twin with other industries to make sure that, you know, sectors are done. Sometimes, there is pipe fittings, sometimes there is, you know, oil separators, there is a whole bunch of fields that are represented at the AMERICANA.

815

There is the tradeshow and there are also conferences you can attend for an additional fee. Normally, we arrange free admission to the tradeshow itself, but that's it. There are also ones in Toronto and there are other ones in Quebec City for RESO Québec who touch on these as well.

820

So, I don't know which ones specifically, but these are very good conferences we have attended in the past, but sometimes, right now, we are not sure when they start up again.

825

LA COPRÉSIDENTE :

Thank you, Mr. McLean. Mr. Bosum, does that respond to your question?

830

Mr. KENNETH TANOUSH

Mr. KENNETH TANOUSH:

835

Hello!

LA COPRÉSIDENTE :

840 Good morning, Mr. Tanoush.

Mr. KENNETH TANOUSH:

845 Good morning. Sorry, I am late too as well. Nemaska is having their local annual general assembly, I had to go there, and I had to return, so.

LA COPRÉSIDENTE :

850 Welcome.

Mr. KENNETH TANOUSH:

855 So, thank you for having me. I have a comment on what I see, a vision for the Cree Nation in the future for waste management. I have been sharing this vision with my director, and hopefully, one day the Cree Nation will embark on this journey.

860 Every year, we have a gathering at the Old Nemaska. It's about 100 to 60 kilometres from here. In the summer we spend there two weeks, and we have our program for waste management. Actually, our waste management, we call it Zero Waste Management, whereas we don't have any waste accumulation in the historical sites.

865 What we do is we haul everything up and we make sure nothing is left in our historical site, not even metal debris, whatever we can clear, we clean out. And I foresee the Cree Nation one day embarking in a journey where we will have zero waste programs for our communities because as I was learning – I am new to this position, it's only been a year and a half, and as Local Environment Officer for the Cree Nation of Nemaska, and for me, I don't believe in landfills because landfills to me is disgusting, obviously. I don't believe in burying garbage. I believe burying garbage is non-sense.

870 There should be a different process now of how we deal with waste management. I would like to see one day that everything gets recycled. 100% recycled. Nothing being thrown to the

environment because we have watersheds, rivers, and species, and I have been reading about the dangers of landfills. Landfills are inhuman for me. It's not supposed to be in our environment.

875 That's the greatest concern I have, is for the future of the Cree Nation. Are will still going to embark on a system that is so obsolete? It's a landfill, and I don't believe in landfills, and that's my comment.

LA COPRÉSIDENTE :

880 Thank you, Mr. Tanoush. Would somebody want to respond or have any comments to add to Mr. Tanoush concerning zero waste management or objective zero waste, and a program that would eventually lead us to recycling 100% of waste?

885 If I could tack on a question to Mr. Tanoush's comments? Site selections of landfills, would Mr. Bédard and Mr. McLean be able to explain how these sites were selected? Because we see that there are several sites that are in construction. Could you please explain how these sites are selected with the community?

890 **Mr. CAMERON McLEAN:**

If you want – this is Cameron McLean at the CNG –, I can maybe start. I have worked on a lot of these projects in the past and, you know, Mr. Bédard can jump in, he has more recent experience; mine dates back to the past 20 years.

895 When we are looking for a site, we need many things to come together at the same time: We need funding, we need location, we need to be able to find a site that allows us to get in to build it, and many of the communities lack those.

900 If you look at the relief map of James Bay, you will see the James Bay lowlands, and some of these areas have taiga and tundra, and moss that are just impossible to find a site. There is no road, there is no network of anything to get in from the community in order to locate them.

905 So, these are geotechnical exercises where they look at the hydrology of the territory, they look at accessibility, and at the same time, we are balancing the needs of each and every community

to make sure that it doesn't spoil one of their treasured areas that the community uses for their harvesting, whether these are for plants, whether this is for berries, whether this is for animals, or if it is for other reasons, and even the landscape in the sense of where these sites are.

910 Most of the communities do have closed waste management sites, and you heard from Mr. Tanoush, in Nemaska, this is quite an issue when you have two or three former sites and you have to keep looking further and further away or use more special sites for yourself.

915 Often times, we use a closed quarry or gravel pit if you still can respect the ministerial guidelines of having two metres – I believe it's still is two metres – from the water table. But the water tables are really high in a lot of the areas of James Bay.

920 So, that is sort of the concern we have in finding – and that is just the site selection process. Once you have gone through that site selection, then it's brought to the communities. And the communities debate it, and then it goes through the impact assessment process for all the other highly technical things. But a site selection process can be, like in the case of Waskaganish, I believe there – it still looking, and they have been looking since I work for them, many years ago.

925 So, it's really a difficult process. These are not a simple mapping exercise; they are very detailed, very emotional processes because once that land is turned into a waste-management site, all the animals in the vicinity are affected, and there is a perception on that as well.

So, I will leave that and if there is more technical stuff from Guillaume, he can jump in.

930 **LA COPRÉSIDENTE :**

Monsieur Bédard, est-ce que ça complète?

Mr. GUILLAUME BÉDARD:

935 I think Cameron covered it pretty well.

LA COPRÉSIDENTE :

940 Mr. Tanoush?

Mr. KENNETH TANOUSH:

945 I have no further questions for now, I will just observe. Thank you for responding to my questions there, Cameron. Migwetch!

Mr. EDDIE MASTY

950

LA COPRÉSIDENTE :

Est-ce qu'on a d'autres commentaires ou questions? Je ne vois pas de mains levées...

955 **Mr. EDDIE MASTY :**

Melissa?

LA COPRÉSIDENTE :

960

Yes, Mr. Masty.

Mr. EDDIE MASTY:

965 Yes, I will have a line of questions here. I just don't want to take too much of the floor for today's Zoom, but I sent an email to Michel, perhaps that you – some of you might feel, you might see the questions. The questions were aimed to be directed to you. I have a long list of questions, so expect that, I would like to inform that you might receive the questions. All right?

970

LA COPRÉSIDENTE :

Okay, thank you.

975

Mr. EDDIE MASTY :

Thank you.

980

LA COPRÉSIDENTE :

We will be sure to include your questions in the session. Thank you.

985

QUESTIONS DE LA COMMISSION

LA COPRÉSIDENTE :

990

I don't see any further hands. Anybody wanting to respond at this moment? Perhaps, Mr. Zayed, s'il y avait peut-être des questions de vous ou monsieur Renaud? Est-ce que, Monsieur Zayed, vous m'entendez? Monsieur Renaud? Est-ce qu'on a un problème audio?

LE COPRÉSIDENT :

995

On vous entend très bien.

LA COPRÉSIDENTE :

1000

Ça va? O.K. Est-ce que vous vouliez commencer avec – est-ce que vous aviez des questions, Monsieur Zayed?

LE COPRÉSIDENT :

1005

Oui, oui, monsieur Renaud et moi, nous avons des questions.

LA COPRÉSIDENTE :

D'accord.

1010 **LE COPRÉSIDENT :**

Peut-être, je céderais la parole d'abord à monsieur Renaud et ensuite, je reviendrai. J'ai des questions très ponctuelles, mais j'ai des questions aussi de contenu. Alors, mais ça ne devrait pas prendre trop de temps quand même pour y répondre. J'interpellerai également les représentants des ministères et de Recyc-Québec.

1015

LA COPRÉSIDENTE :

D'accord.

1020

LE COMMISSAIRE :

Peut-être, Monsieur McLean ou Monsieur Bédard, nous expliquer : vous avez parlé de la difficulté de trouver des emplacements pour établir des lieux d'enfouissement. Vous parlez de terres de catégorie I, de catégorie II, catégorie III. Est-ce que vous pourriez expliquer à quoi vous faites référence quand vous présentez ces catégories-là?

1025

Dans la présentation de monsieur Bédard, on disait, monsieur Bédard disait que ce sont des... on cherche des lieux dans des terres de catégorie I, alors j'aimerais ça que vous m'expliquiez qu'est-ce qui en est par rapport à ces catégories.

1030

Mr. GUILLAUME BÉDARD :

Cameron, do you want maybe touch base on different – it might be more suited for that.

1035

Mr. CAMERON McLEAN:

No problem. The land categories in the presentation which will be available at some point in the future, you will see a map of James Bay, and you will see the lands that have been set aside in

1040 the James Bay Agreement, starting with Category I last, and that's, in most instances, that's the area that the communities are located in, and most of their immediate vicinity is Category I. And in a lot of places this ranges from, you know, 10 kilometres to 25-30 kilometres in a circle usually around their community.

1045 Buffering that are the Category II lands. Category II lands are much larger than the Category I lands. And surrounding that is the rest of the land which is Category III. But you can go in some of the places, you will see the signs, and that will demonstrate, they'll say: Category I, Category II, Category III.

1050 The main reason we are talking about that is that Category I is the closest to the communities. So, it makes sense to have your infrastructure projects close to Category I land, because the transportation time can be really far. But to go further into Category II and III lands you can be crossing many different jurisdictions and what we mean by that is in Category I land, the local chief in council have protection and environment bylaws and they have the ability to regulate very clearly themselves on certain aspects, like if there is dust or there is an issue they can respond.

1055 In Category II land, it's the Cree Nation Government. So, there is an issue of whether there's laws being enacted yet in order to deal with those. Currently, we don't have one for the Cree Nation Government regarding waste management.

1060 Part of the issues though is also on the funding. The funding aspects of it – I don't want to get into too many details, that's not my expertise, but there is a responsibility to locate these in Category I land due to the fact that funding for them comes from budget envelopes that come from the Federal Government, and that the federal lands within Category I is the designated target jurisdiction for those infrastructures, and we run into concerns if we leave.

1065 It's not clearly defined exactly what that looks like. In many cases though we're finding that this is too rigid in order to find the ideal location for waste management site that will last for 25 to 50 years. We're finding sites that will be in Category I for, you know, 10 years, 15 years, given the growth factor and that's not enough.

1070 So that's my main answers I would answer for that. So, it doesn't really – regulations apply throughout and that's the guiding document that we use to ensure that everyone, you know, has the

1075 right direction of what is needed and how to build things, how to design, how to engineer and locate,
but there is a difference on how far it will be for the community and also the funding string for that.

LE COMMISSAIRE:

1080 Je vous remercie, Monsieur McLean. J'aurais quelques questions pour monsieur Vermette
de Recyc-Québec. J'ai entendu, on a entendu dans la présentation – vous l'avez entendu aussi –
on parlait de services de REP qui ne seraient disponibles qu'en dessous du 50e parallèle. Ce n'est
pas ce que je comprenais, parce que lors des audiences avec les communautés du Nunavik, Recyc-
Québec avait mentionné, entre autres, qu'ils allaient récupérer les pneus dans ces communautés-
là.

1085 Là, ce qu'on entend dans la présentation, c'est que ce n'est pas le cas. J'aimerais ça peut-
être que vous clarifiiez qu'est-ce qui en est. Est-ce que les communautés Cries sont effectivement
éligibles ou sont desservies par les programmes de REP?

1090 **M. FRANCIS VERMETTE :**

1095 Oui. En réponse à votre question – peut-être pour la sténotypie, Francis Vermette, Recyc-
Québec. Juste, il faut faire une distinction ici entre les programmes de REP qui vont concerner les
huiles, les peintures, les produits électroniques, les lampes... et là, j'en oublie quelques-uns, là, il y
a six programmes de REP actuellement en vigueur, et le programme de gestion des pneus, qui
n'est pas, à vrai dire, un programme de REP, mais qui est un programme qui est géré par Recyc-
Québec.

1100 Ce programme-là, oui, techniquement, il dessert, il va desservir le territoire du Québec situé
au sud du 51e parallèle; par contre, il y a des exceptions. L'exception pour le Nunavik, comme on
avait indiqué lors des audiences en juin, si je me souviens bien, il y a celle-là où il y a de la collecte
de pneus qui se fait au Nunavik de façon annuelle avec le transport maritime.

1105 Au niveau des communautés Cries, de l'information que j'ai, il y a des communautés de
Mistissini – puis là, vous m'excuserez, je regarde mon autre écran – et Chisasibi qui sont comprises,
de ce que j'ai comme information, dans le programme de récupération des pneus, et des

communautés, des municipalités jamésiennes, j'ai Chibougamau, Chapais, Lebel-sur-Quévillon, Matagami, les villages de Beaucanton, Villebois, Radisson. Et Radisson aussi.

1110 Donc, dans ces municipalités-là, il y a une collecte des pneus. Je n'ai pas l'information très
précise sur le caractère ponctuel ou moins ponctuel, là, mais on a déjà eu certaines informations,
par contre, que parfois, il peut arriver qu'il y ait des problématiques qui peuvent être liées au
transport de ces pneus-là, de trouver un transporteur et d'organiser ces différentes collectes-là,
1115 parce qu'au niveau de la logistique, ce n'est pas toujours simple d'organiser ces différentes
collectes-là, mais c'est l'information que j'ai spécifique sur le programme, sur la récupération des
pneus.

LE COMMISSAIRE:

1120 Par rapport aux autres – les pneus c'est différent, je comprends bien ce que vous nous dites –
, par rapport aux huiles usées, par exemple, ou aux déchets dangereux, peinture, est-ce que les
communautés, les communautés Cries sont desservies par ces programmes-là ou si ce n'est pas
le cas?

1125 **M. FRANCIS VERMETTE :**

Je n'ai pas l'information très précise pour chacun de ces programmes-là parce qu'ils sont
gérés par des organismes de gestion spécifiques à chacun de ces programmes-là. Selon la
réglementation, ils ont à couvrir tout le territoire québécois. Là, de quelle façon... de ce que je
1130 comprends, puis c'est un petit peu la même chose au Nunavik, là, c'est que c'est inégal selon les
différentes communautés. Et c'est inégal, selon les communautés, et ça semble inégal aussi dans
le temps, quant à l'organisation de collectes pour les matières qui sont visées par ces programmes-
là, ces différents programmes-là de REP.

1135 **LE COMMISSAIRE:**

Mais Recyc-Québec n'a pas cette information-là à savoir, qui est desservi et qui n'est pas
desservi par rapport à ces programmes-là, comme ils sont gérés par des entités qui sont
indépendantes de vous, c'est ce que je comprends?

1140

M. FRANCIS VERMETTE :

Je ne croirais pas, en tout cas, pas moi, personnellement, mais je pourrais faire cette vérification-là et vous revenir si on a de l'information à ce sujet-là.

1145

LE COMMISSAIRE:

Il y a un autre point, Monsieur Vermette, dont on a parlé, dont monsieur Bédard a parlé pendant sa présentation, c'est la caractérisation des déchets. Il y a aussi, dans la présentation, une mention du fait que le coût de transport dépasse les coûts de recyclage et de valeur de revente des produits.

1150

Alors, Recyc-Québec a développé un modèle d'allocation des coûts, avait fait une étude d'allocation de coûts qui a été mise à jour en 2018, si je ne me trompe pas, là, vous l'avez déposée, alors, je me demandais, est-ce que ce modèle-là d'allocation de coûts pourrait être utilisé à profit dans le cas des communautés Cries?

1155

Est-ce qu'on pourrait faire le même, faire une caractérisation et regarder comment les coûts de recyclage ou comment les coûts de collecte et recyclage se répartissent dans les différentes matières? Est-ce que ce serait possible de faire ça avec le modèle que vous utilisez chez Recyc-Québec?

1160

M. FRANCIS VERMETTE :

Ce modèle-là, il avait été développé par Recyc-Québec en collaboration avec Éco Entreprises Québec. C'était un modèle, je dirais... bon, ça reste un modèle, donc théorique. Techniquement, oui, une application de ce type-là pourrait être développée peut-être pour les communautés plus éloignées, ça reste à voir.

1165

Là, de deux choses l'une : vous me parlez aussi d'études de caractérisation, là, où il y en a parfois de façon ponctuelle dans certaines communautés ou certains lieux. Nous, on en a réalisé dans les dernières années de façon plus globale, je dirais, pour couvrir un peu le sud du Québec en termes de représentativité, mais il faudrait voir. C'est sûr que pour réaliser un exercice comme celui d'une allocation de coûts par activité, il y a aussi la valeur des matières qui fluctue beaucoup.

1170

1175 Juste pour vous mentionner, actuellement pour les matières de la collecte sélective, c'est-à-dire qui sont acheminées vers les centres de tri et qui sont revendues par les centres de tri, actuellement, les prix de vente de ces matières-là sont extrêmement élevés, à des niveaux qu'on n'a à peu près presque jamais vus, du moins depuis de très nombreuses années.

1180 Donc, actuellement, les centres de tri vont faire des profits avec les matières qu'elles vont vendre, là, et qu'on va avoir triées suite à la réception de ces matières-là via les programmes de collecte sélective.

LE COMMISSAIRE:

1185 Si on parle de caractérisation, est-ce que Recyc-Québec pourrait faire une caractérisation des matières résiduelles dans le territoire de la Nation crie?

M. FRANCIS VERMETTE :

1190 On a déjà participé à une caractérisation des matières résiduelles au Nunavik il y a quelques années. On n'a pas jamais participé encore à des études de caractérisation sur le territoire cri.

1195 Il faut comprendre que nous, notre objectif, quand on réalise différentes études de caractérisation, c'est à peu près toujours dans le but d'avoir une représentativité ou une composition qu'on peut affecter à l'échelle de la province dans son ensemble.

1200 Il y a toujours la notion de coût et de représentativité lorsqu'on réalise des études de caractérisation comme celle-là, donc s'il y avait un souhait de réaliser une étude de caractérisation à l'ensemble, disons, représentative du territoire de la Nation crie, probablement que ça devrait se faire sur plusieurs, plusieurs sites différents, plusieurs lieux d'enfouissement différents et au niveau saisonnalité et puis tout ça. Ce serait évalué s'il peut y avoir des possibilités à cet effet-là.

LE COMMISSAIRE:

1205 O.K., Monsieur Bédard. Je m'excuse, Monsieur Bédard, je n'avais pas vu la main levée. Allez-y, Monsieur Bédard.

M. GUILLAUME BÉDARD :

1210

Sans problème. C'est juste pour ajouter au commentaire de monsieur Vermette. On a eu déjà deux discussions avec les représentants d'Éco Entreprises Québec pour l'allocation des coûts d'opération pour la collecte sélective. Il semblait y avoir une ouverture pour défrayer les coûts d'opération des communautés, et peut-être même les coûts, des coûts pour des infrastructures qu'on aurait besoin.

1215

Par contre, c'était les détails de jusqu'où Éco Entreprises Québec serait prête à aller, qu'est-ce qu'ils couvriraient et tout ça, ce n'était pas clair. Bon, eux voulaient un peu avoir notre plan de match, comment on pensait faire ça, pour après ça se positionner sur, est-ce qu'ils vont financer? Est-ce qu'ils ne vont pas financer?

1220

Donc, il semble y avoir une ouverture, mais c'est encore à définir. Donc, je voulais juste préciser ça.

1225

LE COMMISSAIRE:

Et j'aurais juste une dernière question pour, je pense que c'est monsieur Bédard, là, parce que je prends les notes dans la présentation.

1230

Dans la présentation, vous avez des tableaux, là, où vous nous donnez les taux de récupération et il y a une colonne, la première colonne, qui dit que c'est le potentiel de récupération. Alors, j'aimerais ça comprendre comment vous avez estimé le potentiel de récupération, parce que quand on regarde cette colonne-là par rapport au total des matières générées, pour certaines matières, le potentiel de récupération est quand même assez faible.

1235

Je vais prendre l'exemple d'une ligne en particulier, le plastique, là, où vous mentionnez qu'il y aurait un potentiel de récupération de 230 tonnes et il y a 1000 tonnes qui sont générées. Donc, ce que je comprends c'est qu'au mieux, on pourrait atteindre des taux de récupération de 22-23 %. J'aimerais ça que vous m'expliquiez comment vous avez évalué le potentiel de récupération.

1240

M. GUILLAUME BÉDARD :

1245 Oui, c'est une bonne question. Je ne sais pas si on a Ian Chartrand qui est avec nous, là, qui travaille, qui a travaillé pour Chamard à la réalisation de cette étude-là d'où on a pris les chiffres. Donc, je demanderais peut-être à Ian de nous expliquer ça.

M. IAN CHARTRAND :

1250 Oui, absolument. Ian Chartrand, Stratzer, anciennement Chamard Stratégie environnementale. Donc, comme disait Guillaume, on a réalisé les estimations des quantités et ce que vous soulignez, rajustement, émerge de certaines aberrations dues au fait que les quantités générées sont estimées par rapport aux caractérisations des moyennes québécoises dont
1255 monsieur Vermette parlait. Donc, des échantillons qui ont été pris à Boucherville, Saint-Michel-de-Bellechasse, etc., et les quantités récupérées, qui sont des données issues des vraies quantités récupérées à Mistissini, d'où on avait des vraies données provenant du territoire Eeyou Istchee.

1260 Donc, le manque de données réelles mesurées provenant du territoire cause une partie de cet aspect-là. Ça, c'est pour expliquer assez facilement la question du plastique qu'on a citée, mais c'est sûr aussi qu'on a mis certaines limites aux quantités potentielles récupérées par les limites d'infrastructures ou d'équipements, soit disponibles ou potentiellement disponibles.

1265 Quand on parle d'un résidu de construction, dans le plan d'action, on n'a pas prévu la construction de centres de tri de matériaux de construction dans chaque communauté. On a prévu un tri grossier avec des équipements de base pour aller chercher ce qui est le plus facile à aller chercher parce que, c'est ça. Dans le fond, le plan n'incluait pas le transport sur 600 kilomètres de matériaux de construction pour aller les faire trier à Chibougamau ou plus au sud du Québec, là.

1270 Donc, il y a des limites inhérentes aux distances du territoire puis à ce qu'on peut potentiellement imaginer faire financer comme activités dans un tel territoire.

Je ne sais pas si ça répond bien à votre question?

1275

LE COMMISSAIRE:

1280 Oui, ça répond, mais d'une certaine façon, ce que je comprends, là, c'est que – je vais donner l'exemple des matériaux de construction, le tableau, là, si je prends le grand total, le potentiel récupérable est de 3 000 tonnes, et on génère environ 6 000 tonnes – ça veut dire qu'on ne pourra jamais, l'objectif du plan d'action 2019-2024 est de 70 %, mais dans les communautés ici, même si on récupérerait tout ce qui est récupérable, on ne dépassera pas 50 %. Est-ce que je comprends bien la...

1285

M. IAN CHARTRAND :

1290 Oui. Oui, c'est que dans le fond, sans mettre en place les centres de tri de matériaux de construction, soit régionaux ou plus près des communautés ou dans chaque communauté, on ne peut pas atteindre ces objectifs-là. Dans des communautés plus au sud du Québec, bien, ces matériaux-là sont acheminés dans les centres plus disponibles, plus près des communautés.

1295 Puis quand on pense à des communautés jamésiennes, par exemple comme Chibougamau ou plus près, bien, il y a des activités ou des services disponibles sur place, puis même là, on fait un pré-tri puis on achemine au sud du Québec, là. Par exemple, le bois qui est recyclé à Chibougamau, bien, il y en a parfois qui va jusqu'à Shawinigan, par exemple.

1300 Mais il y a eu un prétraitement à Chibougamau qui rend ce transport-là économiquement soutenable, alors que si on partait de Chisasibi ou Wemindji, bien, on se rajoute de l'ordre de 500 kilomètres de plus, là. Donc, c'est les limites qu'on rencontre, là.

LE COMMISSAIRE:

1305 Par rapport à ça, Monsieur Bédard, vous mentionnez que vous avez les écocentres qui opèrent actuellement, là, vous avez trois écocentres sur le territoire. Dans les écocentres, il y a un tri qui est fait, là, on s'entend. Ces matières-là, elles s'en vont où, quand elles partent de l'écocentre? À quel endroit est-ce qu'elles sont acheminées?

1310

M. GUILLAUME BÉDARD :

C'est ça. Donc, dans les trois écocentres qu'on a, il y a deux écocentres à Mistissini et à... mon Dieu, ça m'échappe.

1315

M. IAN CHARTRAND :

Nemaska et Wemindji.

1320

M. GUILLAUME BÉDARD :

C'est ça, à Nemaska et à Wemindji, donc qui vont à Chibougamau, donc au centre de transfert à Chibougamau et, par la suite, là, s'en vont, si ma mémoire est bonne, jusqu'à Lévis pour être traitées. Ian, oui, Ian pourrait peut-être compléter?

1325

M. IAN CHARTRAND :

Ce que Guillaume relate, c'est les matières recyclables issues de la collecte sélective qui sont acheminées via un centre de transfert à Chibougamau vers Lévis, mais malheureusement, les écocentres qui sont en place présentement, dont on a vu des photos avec des conteneurs, là, avec des quais de chargement, le métal suit le canal habituel du métal accumulé puis envoyé au sud périodiquement quand les conditions du marché le permettent.

1330

Mais, malheureusement, les matériaux de construction, en immense majorité, sont enfouis tout simplement ou accumulés au site d'enfouissement. Donc, présentement, l'infrastructure de réception des matières et de tri est là, mais la destination demeure l'enfouissement parce qu'il n'y a pas de financement disponible pour les communautés pour des infrastructures ou équipements de traitement de ces matières-là.

1335

Donc, le programme que gère le gouvernement de la Nation crie permet de construire l'endroit de réception, mais n'a pas les fonds pour construire des infrastructures de tri.

1340

Et le plan d'action dont je parlais tout à l'heure prévoit des équipements ou des infrastructures de base pour faire un pré-tri, disons, qu'on peut faire avec une pelle mécanique ou qu'on peut faire

1345 avec des équipements manuels de base, vraiment pour aller chercher les gros morceaux, les plus faciles et les plus évidents, là, si on veut, mais pas pour aller faire un tri comme on le ferait dans le sud du Québec, là, avec des usines de tri de matériaux de construction.

LE COMMISSAIRE:

1350 Ce que je comprends c'est que l'infrastructure, les écocentres, finalement, c'est juste une étape supplémentaire, là, parce que ça finit à l'enfouissement de toute façon, là. C'est ça que... c'est ce que je comprends.

1355 **M. IAN CHARTRAND :**

Pour les matériaux de construction. Dans le fond, le métal, lui, est trié à part pour être acheminé au recyclage du métal et les résidus domestiques dangereux sont mis de côté, de façon imparfaite, mais, disons, il y a comme du tri, de l'accumulation et du transport en vue de leur élimination sécuritaire ou recyclage.

1360 Mais il y a un manque criant au niveau du traitement des matériaux de construction, et c'est le 40 % des déchets gérés par les sites.

1365 **LE COMMISSAIRE:**

Juste un petit point, Monsieur Bédard. J'ai compris, dans la présentation, peut-être que j'ai mal compris, mais j'ai compris que la communauté de Wemindji est en train de considérer la reconstruction de l'incinérateur? Est-ce que j'ai bien compris que vous êtes, les gens, la communauté veut remettre en marche l'incinérateur?

1370 **M. GUILLAUME BÉDARD:**

Non. L'incinérateur ne fonctionne plus, donc là, la communauté travaille sur un site d'enfouissement. Puis là, je vois Lauren qui pourrait peut-être, ou je ne sais pas si... elle est là aussi, mais la question de l'incinérateur demeure en réflexion pour la communauté, je crois, là, je ne pense pas qu'ils ont... ils ne se sont pas statués s'ils voulaient en avoir un nouveau. Je pense qu'ils ont

une réflexion à avoir, ce n'était pas parfait comme infrastructure, il y avait des enjeux, donc la communauté n'a pas encore pris cette décision-là.

1380

Lauren, je ne sais pas si tu voudrais ajouter?

Ms. LAUREN MONTPETIT :

1385

Sure. Hi, my name is Lauren Montpetit from WAPTUM, I am representing Stella Gilpin from Wemindji today. Wemindji is in a process of constructing a new landfill for the community. They are doing this new landfill based on a Waste Management Master Plan that they developed over the past few years.

1390

The Waste Management Master Plan for the community is an ambitious strategic plan for waste management for the community. It includes increased recycling, recovery, composting and increased segregation of bulky materials.

1395

The idea of an incinerator – the incinerator was originally installed in the early 2000s in the community, and it burned down in the fall of 2018. The discussion in the community about replacing the incinerator has been ongoing since that time.

1400

They understand that there is a merging information in the scientific community research regarding human health and environmental risks, and we are currently undergoing public consultations. In fact, there are public consultations beginning next week in the community to discuss some of these health and environmental risks in order to inform members and seek their comments and feelings towards a potential incinerator.

1405

However, as I mentioned, the Waste Management Master Plan, which was developed with the Environment Department of Wemindji, this was established without an incinerator. It was under the assumption that there would be no more incineration in the community.

LE COMMISSAIRE:

1410

Je vous remercie beaucoup.

LE COPRÉSIDENT :

1415 Melissa, est-ce que je peux procéder avec quelques petites questions ou vous préférez qu'on aille avec la deuxième présentation ou une pause?

LA COPRÉSIDENTE :

1420 Non, on pourrait... est-ce que vous voulez, on pourrait peut-être compléter avec les questions de monsieur Zayed. Moi, j'en ai une ou deux aussi, là. Il y en a qui ont été répondu par ce qui a déjà été entendu, mais allez-y, Monsieur Zayed, après, on pourrait peut-être prendre une courte pause.

LE COPRÉSIDENT :

1425 D'accord. Merci, Melissa.

1430 Alors, écoutez, première question tout à fait ponctuelle. Il y avait une planche, la 7e planche de la présentation, qui présentait des lieux d'enfouissement pour chacune des communautés. On en voyait neuf, et donc deux pour lesquels il y avait des lieux d'enfouissement, pour lesquels les capacités pouvaient dépasser 20 ans et plus, en fait.

1435 Et, par la suite, il y a une autre planche qui nous a indiqué que six lieux d'enfouissement sont en train d'être développés et je me demandais, pour le village – il reste un village manquant – qu'est-ce qui arrive?

M. GUILLAUME BÉDARD:

1440 Guillaume Bédard. Il faudrait que je retourne voir dans les informations, mais c'est peut-être qu'il y a des communautés qui passent, qui atteignent la fin de la durée de vie de leur site, mais qui n'ont pas encore entrepris d'étude précise pour un nouveau site. Donc, c'est peut-être plus ça qui manque, il faudrait que je précise.

LE COPRÉSIDENT :

1445

Et pendant que vous cherchez, si vous permettez, je vais poser une question à monsieur Bourret.

1450

Monsieur Bourret, est-ce que vous avez eu, au ministère de l'Environnement, ces six projets-là pour fins d'évaluation ou pas encore?

M. MICHEL BOURRET :

1455

Bonjour, Monsieur le Président. Sur cette question-là, je vais la transférer à ma collègue qui est aux Évaluations environnementales en milieux nordiques, madame Vanessa Chalifour.

LE COPRÉSIDENT :

1460

D'accord.

Mme VANESSA CHALIFOUR :

1465

Oui, bonjour, Monsieur le Président. Donc, Vanessa Chalifour des Évaluations environnementales au ministère de l'Environnement. Pour l'instant, à ma connaissance, non, nous n'avons pas reçu ces...

LE COPRÉSIDENT :

1470

Pardon, pardon, je pense qu'il y a une confusion. Nous avons la traduction anglaise dans la salle alors que nous devrions avoir... d'accord, merci. Allez-y, Madame Chalifour.

Mme VANESSA CHALIFOUR :

1475

Oui. Donc, ce que je mentionnais c'est que du côté des Évaluations environnementales, nous n'avons pas reçu ces projets-là pour l'instant à ma connaissance. Certains qui ont été autorisés dernièrement, oui, sont bien passés par chez nous, mais ceux qui sont à venir n'ont pas encore passé du côté des Évaluations environnementales.

LE COPRÉSIDENT :

1480 Merci. Et ma question s'adresse maintenant au porte-parole du ministère de la Santé. Quelle est votre réaction face à cette affirmation suivant laquelle, maintenant, de plus en plus, les communautés doivent être beaucoup plus éloignées des nouveaux lieux d'enfouissement? Est-ce que pour vous, vous voyez ça d'un œil positif ou négatif, et pourquoi?

1485 **M. PAUL MEILLON :**

Oui, je vois ça d'un œil positif. Comme Cameron l'a mentionné, il y a beaucoup de restrictions pour les emplacements. Une des choses qu'ils doivent regarder, c'est la protection de l'eau souterraine, et donc, oui, en gros, on est d'accord sur ce qu'ils font. Merci.

1490 **LE COPRÉSIDENT :**

1495 D'accord, merci. Finalement, c'est à vous que je me tourne, Monsieur Bédard. Vous avez fait une présentation – d'abord, je vous félicite pour la présentation, franchement, je l'ai beaucoup appréciée. Elle était très parlante, très éclairante.

1500 Vous avez évidemment, à juste titre, fait référence à une série, une panoplie de priorités. Maintenant, si je vous demandais : selon vous, dites-moi les cinq priorités qui vous semblent si importantes qu'il faudrait carrément les mettre le plus rapidement, les mettre en œuvre le plus rapidement? Ce serait quoi, ces cinq priorités?

M. GUILLAUME BÉDARD:

1505 C'est une bonne question. Je pense que la première priorité au niveau régional serait d'avoir une coordination de, 1) entre les communautés, donc pour mettre vraiment le... pour réussir à profiter de la synergie.

1510 Présentement, un des problèmes qu'on a, vous avez mentionné que vous aviez des questions très justifiables sur les écocentres, les écocentres, on en a présentement trois de construits dont deux en opération depuis peut-être quelques années, donc c'est encore des

nouvelles infrastructures et les communautés ont un peu été laissées à elles-mêmes pour l'opération.

1515 Donc, ils n'ont pas nécessairement, ils ne savent pas s'il y a un autre transport qui est organisé vers d'autres communautés, donc je pense que d'avoir une idée globale de la région pour pouvoir optimiser les transports, la récupération des matières, et aussi participer avec les communautés jamésiennes, là, qui sont quand même près – on a quand même trois communautés, Mistissini, Waswanipi et Oujé-Bougoumou qui sont quand même très près des municipalités jamésiennes, donc il y a moyen de collaborer pour réussir à optimiser tout ça.

1520 Ça, moi, je pense que c'est la première priorité.

1525 Une deuxième priorité, on doit avoir une bonne idée des volumes. Donc, on doit vraiment, je pense, nous, pour avoir des idées précises, analyser où on doit mettre l'effort. On doit vraiment faire un travail sur le suivi d'opération de façon à ce qu'on ait des données précises ou les plus précises possible, dans la mesure du possible, pour pouvoir vraiment identifier quelles matières sont générées, c'est quoi les volumes et comment planifier la récupération.

1530 Suite à ça, on va devoir avoir, selon moi – et c'est ça qui avait été identifié dans l'étude de Chamard – probablement des centres de transfert. Donc, centres de transfert, de transbordement. Donc, pour la collecte sélective, pour la collecte, pour la consigne qui va éventuellement aussi arriver, des choses comme ça, il va devoir y avoir des infrastructures qu'on n'a pas encore. Donc, comment organiser une collecte localement, entreposer ce qu'on va récupérer pour les transporter vers d'autres centres de récupération.

1535 Je pense que ce n'est pas logique d'avoir des centres de traitement dans chaque communauté, c'est des trop petits volumes, donc il va falloir avoir une idée : est-ce qu'on construit des centres de transbordement dans chaque communauté pour acheminer vers un centre en particulier, vers deux centres plus au sud du Québec? Ça, ça va devenir une des priorités.

1540 Et même chose, donc les communautés parlent aussi de plus en plus, là, on se le fait demander beaucoup, pour des projets de compostage. Donc, il y a vraiment un souci de retirer le plus possible de matières compostables des déchets. C'est vraiment les problèmes qu'ils ont d'opération sur leur site d'enfouissement, donc c'est des matières qui attirent la faune énormément.

1545 Donc, puis c'est aussi beaucoup de matières, quand même, on a un bon volume. Donc, ils veulent retirer ça.

1550 Donc, il y a vraiment un enjeu à ce niveau-là. Puis ce que Chamard nous recommandait, c'était de commencer à attaquer la collecte sélective, je pense, en premier. C'est peut-être plus facile à gérer. Ensuite, y aller vers le composte, le compostage de la matière organique, là, qui a un petit peu plus de défis à gérer, les nuisances, et des choses comme ça.

Ça serait ça. En gros, nous, on est là.

1555 **LE COPRÉSIDENT :**

C'est bon. Puis dites-moi, avez-vous contacté Recyc-Québec pour voir si l'organisme peut vous donner des conseils ou vous venir en aide?

1560 **M. GUILLAUME BÉDARD:**

Pas mon département directement. Je ne sais pas si Kelly ou Cameron pourrait compléter. C'est des choses, puis ça, je ne vous le cacherai pas, c'est des choses qui ont été mises en lumière suite à l'étude de Chamard, qu'on a... on a beaucoup de priorités en Eeyou Istchee.

1565 On a réussi, dans le passé, à régler beaucoup d'accès, des questions pour l'eau potable, des questions pour (inaudible), et pour les infrastructures. Là, la gestion des déchets solides est en train de monter dans les priorités, puis vraiment, on voit qu'on doit prendre ça en main un peu plus.

1570 Donc, et c'est des choses, là, qu'on a réfléchi puis qu'on s'est dit, bon, bien, là, si on peut avoir de l'aide de Recyc-Québec, justement, on n'a pas nécessairement de plan de gestion des matières résiduelles pour la région. C'est peut-être quelque chose qu'on pourrait faire, avoir du financement pour le salaire d'un coordonnateur pour la gestion des matières résiduelles pour la région, ça fait qu'on était rendus là.

1575 Nous, on n'a pas fait de démarches directement. Je ne sais pas si Cameron ou Kelly, dans le passé, avaient déjà eu des discussions.

LE COPRÉSIDENT :

1580

Oui. J'aurais juste une dernière petite question. Un de vos objectifs c'est de mettre en place – et ça, je vous cite – de mettre en place des mécanismes de tarification pour les entrepreneurs en construction, pour les entreprises et les institutions qui utilisent annuellement gratuitement les services et les infrastructures de gestion des matières résiduelles, et qui paie pour?

1585

M. GUILLAUME BÉDARD:

Présentement, c'est les communautés qui assurent l'opération des sites. Donc, c'est dans leur budget d'opération.

1590

LE COPRÉSIDENT :

Est-ce que si vous leur chargez des montants significatifs, est-ce que ça pourrait avoir un impact sur l'économie régionale parce que tout pourrait coûter plus cher?

1595

M. GUILLAUME BÉDARD:

C'est un risque, effectivement. Si un entrepreneur est habitué de ne pas avoir à payer pour sa gestion des déchets, pour lui, s'il a tout d'un coup à assumer ça, il va monter sa soumission, donc c'est sûr qu'il y aurait des coûts un peu plus chers dans les enveloppes de projets capitaux.

1600

Mais oui, il y a les coûts, mais aussi, pour un peu aider ou forcer les mains à certains entrepreneurs, moi, je prends l'exemple un peu comme ce qui a été développé au Nunavik, j'ai quand même travaillé là-bas quelques années, donc il y avait des coûts pour les entrepreneurs s'ils amenaient la matière triée ou s'ils l'amenaient pêle-mêle. Donc, c'est aussi pour un peu essayer de forcer les entrepreneurs pour faciliter la vie des communautés par après, donc, il y aurait des tarifs.

1605

Ça aussi, c'est pour que les entrepreneurs prennent conscience que ce n'est pas gratuit, donc il y a un coût à ça, puis aider les communautés dans leurs frais d'opération.

1610

Les budgets d'opération des communautés, le financement des opérations, c'est des montants fixes qui ne varient pas vraiment d'année en année où il y a indexation, tandis que les

1615 projets capitaux, bien, ça, c'est des enveloppes qu'on peut moduler, où on a quand même plus de flexibilité. Donc, oui, il y aurait peut-être un coût plus élevé, qui n'a pas été chiffré, de ce serait quoi l'impact sur les projets de construction, mais c'est une possibilité.

LE COPRÉSIDENT :

1620 Merci. Monsieur Vermette, est-ce que vous avez des avis-conseils que vous pouvez fournir, pas seulement aux communautés autochtones, mais également à toutes demandes qui émanent de municipalités, MRC, dans cette matière? Est-ce que vous avez l'expertise, à Recyc-Québec, là-dessus?

M. FRANCIS VERMETTE :

1625 On fait beaucoup d'accompagnement au niveau des municipalités dans l'élaboration et le suivi des plans de gestion des matières résiduelles. On n'a pas...

LE COPRÉSIDENT :

1630 Plus spécifiquement là-dessus.

M. FRANCIS VERMETTE :

1635 Sur la tarification ou sur le...

LE COPRÉSIDENT :

1640 La stratégie de tarification.

M. FRANCIS VERMETTE :

1645 Stratégie de tarification, non, on n'a pas d'expertise particulière à savoir à quels tarifs ou autres qui devraient être envisagée par les communautés.

LE COPRÉSIDENT :

1650

Mais je parle de vraiment stratégie; pas juste de fixer la tarification, mais de stratégie de tarification.

M. FRANCIS VERMETTE :

1655

Pas chez Recyc-Québec et à ce niveau-là, non.

LE COPRÉSIDENT :

Madame Saganash, c'est terminé pour moi.

1660

LA COPRÉSIDENTE :

Merci, Monsieur Zayed. Vous avez fait quelques-unes de mes questions. J'avais la même question concernant le... the construction waste that represents 41% of landfill. It's enormous when you think about it.

1665

How does the South manage this? Because this is, I mean there is construction in the South as well, right? Is this factored into their quotes when they work on capital projects or construction projects? How is this managed?

1670

Je comprends que Recyc-Québec n'a peut-être pas l'expertise, je ne me tourne pas nécessairement vers monsieur Vermette pour une réponse précise, mais je ne sais pas si monsieur Bédard ou quelqu'un d'autre du MELCC ou de Chamard, même? De comprendre un peu c'est quoi, comment ils font pour entrer ça dans les prix? Parce que quelqu'un doit payer en quelque part, mais là, en ce moment, c'est les communautés.

1675

M. GUILLAUME BÉDARD:

Je pense que lan voulait répondre.

1680

LA COPRÉSIDENTE :

Oui.

1685 **M. IAN CHARTRAND :**

Oui, Ian Chartrand, Stratzer. Bien, dans le fond, nous, on est consultant en gestion des matières résiduelles partout au Québec, donc on connaît très bien la situation générale. And I can answer in English as well for everyone to have a direct answer.

1690

So, yes, to start with southern Quebec, well, everywhere where you have construction, the contractor will have to put into his costs the cost of disposing of construction waste, and there is no landfill where you can bring your waste for free, on the first part.

1695

And mostly, and almost everywhere in southern Quebec, you will have a place to bring your construction waste to be sorted. So, you will not bring construction waste to a landfill. It will usually go through a sorting centre, on the first part, where the suitable waste can be recycled, and part of the waste will be landfilled anyways because it is not suitable for recycling.

1700

So, that's the general way it's done. And, yes, all the budgets are included in the capital project costs, and everyone is used to that. So, for the communities, the shift might look hard, but the money from the programs that fund the waste, the landfill sites, sometimes comes from the same pocket that finances the infrastructure or building or renovation. It's just – the idea is more about putting these budgets in the right – these costs in the right budget.

1705

So, if you're looking at the cost of constructing a school, well, you should include all what it costs to construct it, to renovate it or to demolish it when it's done. That should be part of the project.

1710

So, it is more of accounting, putting the right digits in the right columns, I would say, and that everyone stays responsible about his own costs.

But I think there was another part of your question, I think I forgot what it was.

1715 **LA COPRÉSIDENTE :**

No, I think that responds to it. I was just curious to see how it really is happening actually for projects in the South.

1720 Moi, ça complète pour moi. J'avais des questions qui ont été répondues, mais on avait une personne supplémentaire avec une question. Monsieur Jobin de Chibougamau qui voulait poser une question. Monsieur Jobin, est-ce que vous voulez la poser tout de suite ou plus tard, votre question? C'est comme vous voulez.

1725

M. PIER-LUC JOBIN

M. PIER-LUC JOBIN :

1730

Oui, bonjour. Donc, mon nom c'est Pier-Luc Jobin, gestionnaire à la Ville de Chibougamau, aux services techniques. C'est plus ou moins, je dirais, en liaison avec la présentation pour les communautés autochtones autour de la ville de Chibougamau, Nord-du-Québec, mais je voulais quand même prendre la parole un petit peu pour discuter de certains points en lien avec la Ville de Chibougamau.

1735

On est propriétaires d'un lieu d'enfouissement technique. J'avais participé aussi à la réunion qui avait eu lieu le 23 avril, lors de l'atelier, et je voulais faire un petit retour rapide sur les points qu'on avait présentés à ce moment-là. Et aussi, nous, on a aussi des problématiques au niveau des matériaux CRD, c'est-à-dire le bois, les autres matériaux de construction, comme les bardeaux d'asphalte et autres.

1740

On n'a peu de débouchés, même ici, pour la récupération de ces matériaux-là. Comme le bois, c'est plus rentable pour nous de l'enfouir, ce qu'on ne fait pas, d'ailleurs, que de l'envoyer dans une autre ville pour le faire brûler, pour mettons les (inaudible) ou autres. C'est vraiment un enjeu important.

1745

1750 Ce qu'on peut faire, par exemple, c'est de le réutiliser comme bois, comme matériaux de recouvrement dans nos cellules. Le chipper, mais tu sais, ce n'est pas une avenue qui est vraiment la meilleure pour la récupération du bois.

Les autres matériaux CRD, il y a peu de débouchés dans le Nord-du-Québec pour les envoyer ailleurs, pour le recyclage, c'est trop coûteux pour nous aussi.

1755 Il y a des nouveaux programmes, aussi, gouvernementaux pour le recyclage. On parle, ce qui est nouveau, c'est pour les appareils frigorifiques, les frigos, les congélateurs et autres. Ça, c'est vraiment intéressant. Nous autres, ça nous libère aussi de l'ouvrage à ce niveau-là. On a les pneus, on a les appareils électroniques avec RPE Québec. On a les résidus dangereux domestiques, les RDD, ça, il y en a aussi beaucoup.

1760 Est-ce que, c'est une ouverture, est-ce qu'il pourrait y avoir d'autres programmes pour recycler d'autres matériaux? Quand on parle du bois, du gypse, bardeaux d'asphalte, ça pourrait peut-être être intéressant pour nous, puis peut-être à d'autres municipalités ou communautés alentour de la nôtre, en Jamésie ou en terre de la Baie-James?

1765 Ensuite, nous autres, il y avait aussi l'enjeu du compost. On se demandait si c'était vraiment rentable pour nous de mettre en place le compost. On est une région qui est assez éloignée. On a un lieu d'enfouissement technique de petite capacité, on parle de 6 200 tonnes d'ordures enfouies annuellement.

1770 Donc, étant donné l'envergure de notre LET qui est très petit, ce n'est pas très rentable quand même pour nous ce qui a trait au compost. Puis le coût d'enfouissement est assez important, tu sais, seulement la gestion du système de traitement du lixiviat, parce qu'un lieu d'enfouissement technique, c'est avec le système de géomembrane et tout. Peut-être, c'est seulement une
1775 ouverture, qu'un rassemblement entre municipalités ou communautés pour la gestion d'un lieu d'enfouissement pourrait devenir plus économiquement viable, d'avoir des plus grandes quantités.

1780 C'est une ouverture. Il pourrait y avoir des discussions à ce niveau-là, mais je voulais quand même souligner ce point-là. On est quand même à proximité des communautés d'Oujé-Bougoumou, Mistissini, Waswanipi. Il y a peut-être quelque chose à faire là pour que ce soit... d'avoir une meilleure gestion puis une meilleure rentabilité.

Ensuite, ça fait un peu le tour. C'est seulement de ça que je voulais parler aujourd'hui. Donc, je vous remercie.

1785

Ms. RHONDA OBLIN COOPER

LA COPRÉSIDENTE :

1790

Merci pour vos commentaires, Monsieur Jobin. Je pense qu'on a fait le tour des questions et des commentaires pour cette partie de la présentation. Oh, I have a question here from Rhonda Oblin Cooper.

1795

Ms. RHONDA OBLIN COOPER:

Good morning! I am from the Cree First Nation of Waswanipi, I am the director of Capital Works.

1800

My question – I am not sure if it's the right forum, but I think it is. We have talked a lot about the waste from the communities themselves, but I think we need to also address the waste from the traplines, and from the users that are on their different traplines within the Territory. So, those, a lot of times, end up on Category II and III lands and, I don't know, I viewed it as maybe, you know, if we could view it in two chunks.

1805

You know, the ones that are along the Billy Diamond Highway and along the Highway 113 are easily more accessible, and then also to look at all the ones that are more isolated, and to see how we could begin starting to collect those and integrating it into the waste that's been collected for the community itself.

1810

So, I'm not sure who is the best person to address this question, but I know we have had a lot of discussions, Cameron, and I think it's just something that needs to be addressed as we move forward with waste management for the Cree Territory.

1815

Thank you.

LA COPRÉSIDENTE :

1820 Thank you for the comment, Madame Cooper. Yes, I have heard this conversation coming up over and over, over time. I believe that Madame Lacasse, from the Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James will be addressing something similar. And then, perhaps, this will be another point of discussion, or another jump off from this discussion that we can potentially find some solution in waste management of not only communities and municipalities, but from activity in the Territory.

1825 Is that what I understood correctly, Madame Cooper? Okay.

Ms. RHONDA OBLIN COOPER:

1830 Yes, that's what it is.

LA COPRÉSIDENTE :

1835 Okay. So, we will take your comment into consideration and keep it in mind for the next presentation from Madame Lacasse.

Ms. RHONDA OBLIN COOPER:

1840 Thank you.

LA COPRÉSIDENTE :

1845 S'il n'y a pas de commentaires ou de questions, on pourrait peut-être proposer une pause. Il est 11 h 19. Je n'ai pas l'agenda devant moi, mais je crois qu'on terminait ou on avait une pause à midi, est-ce que c'est bien ça?

LE COPRÉSIDENT :

1850 En fait, c'était assez lousse, Madame Saganash.

LA COPRÉSIDENTE :

1855 O.K.

LE COPRÉSIDENT :

1860 Parce qu'on s'est dit, si la discussion requérait qu'on poursuive en après-midi, on se donnait cette marge de manoeuvre.

LA COPRÉSIDENTE :

1865 O.K. Dans ce cas-là, vu qu'il est 11 h 20, parce que je crois que la présentation de madame Lacasse va aussi générer une discussion et des questions et des commentaires, est-ce qu'il serait peut-être souhaitable qu'on combine notre pause et le dîner?

LE COPRÉSIDENT :

1870 Oui. Oui. Tout à fait.

LA COPRÉSIDENTE :

1875 Et qu'on revienne ensuite pour recontinuer avec madame Lacasse et le Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James?

LE COPRÉSIDENT :

Très bien. À quelle heure vous voulez reprendre?

1880 **LA COPRÉSIDENTE :**

Là, il est 11 h 20, on pourrait peut-être reprendre à 12 h 45?

1885 **LE COPRÉSIDENT :**

Peut-être à 13 h?

LA COPRÉSIDENTE :

1890 À 13 h?

LE COPRÉSIDENT :

Oui.

1895

LA COPRÉSIDENTE :

Parfait, très bien.

1900 **LE COPRÉSIDENT :**

O.K., parfait. À tout à l'heure, alors.

LA COPRÉSIDENTE :

1905

À tout de suite. Bon appétit, tout le monde, merci beaucoup.

SÉANCE AJOURNÉE AU 16 SEPTEMBRE 2021 À 13 H

1910

1915 Je soussignée, YOLANDE TEASDALE, sténographe officielle bilingue, certifiée sous mon
serment d'office que les pages qui précèdent sont et contiennent la transcription exacte et fidèle
des propos recueillis par moi au moyen du sténomasque, le tout selon la loi.

ET J'AI SIGNÉ :

1920



Yolande Teasdale, s.o./o.c.r.